



VILLE DE GUIPAVAS

MARCHE DE NETTOYAGE DES LOCAUX ET DES SURFACES VITREES DES BATIMENTS COMMUNAUX

APPEL D'OFFRES OUVERT

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : VENDREDI 7 SEPTEMBRE 2018, 12H00

REGLEMENT DE CONSULTATION

S O M M A I R E

Article 1er – Objet de la mise en concurrence	4
Article 2 – Conditions de la mise en concurrence	4
2.1 Etendue et mode de la consultation	4
2.2 Décomposition en lots	4
2.3 Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)	5
2.4 Options –Variantes	5
2.5 Délai d'exécution	5
2.6 Modifications de détail au dossier de consultation	5
2.7 Délai de validité des offres	6
2.8 Obtention du dossier	6
Article 3 – Présentation des offres	6
Article 4 – Jugement des offres	7
Article 5 – Conditions d'envoi ou de remise des offres	9
Article 6 – Renseignements complémentaires	11
Article 7 – Voies de recours	11

L'Acheteur public conseille fortement aux candidats de répondre directement en ligne, via le formulaire « MPS », disponible sur la plateforme de dématérialisation.



Un nouveau dispositif national au service des entreprises

UN DISPOSITIF NOVATEUR : LE MARCHÉ PUBLIC SIMPLIFIÉ (MPS)

Qu'est-ce que c'est?

Le Marché Public Simplifié (MPS) vous permet de répondre à un marché public avec uniquement votre numéro SIRET. Le nombre d'informations demandées est réduit.

Quels sont les avantages du dispositif?

- Vous n'avez plus à produire toutes les pièces de candidature (formulaires DC1, DC2...)
- Vous n'avez plus à envoyer le dossier papier
- Un gain de temps
- Un envoi moins coûteux
- Un accès sécurisé et rapide à vos informations confidentielles

COMMENT CELA FONCTIONNE ?

Recherche facilitée, sur la plateforme, d'une consultation grâce au logo



Comment déposer votre candidature?

Une fois connecté, renseignez votre numéro de SIRET. Vous devrez compléter le formulaire pré-rempli avec vos données d'identité.

Vous n'aurez plus qu'à compléter:

- ☐ La déclaration sur l'honneur sur les obligations fiscales, sociales et assurances.
- ☐ Des éléments relatifs à vos capacités financières et à vos effectifs

Comment déposer votre offre?

Vous devez ensuite joindre votre offre technique et commerciale.

ARTICLE 1ER – OBJET DE LA MISE EN CONCURRENCE

La présente consultation concerne le nettoyage des locaux et des surfaces vitrées des bâtiments communaux.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA MISE EN CONCURRENCE

2.1 – Etendue et mode de la consultation

La présente mise en concurrence est passée selon l'appel d'offres ouvert Appel d'offres ouvert conformément à l'article 42 – 1° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et aux articles 66, 67 et 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

Il est précisé que le lot n° 5 sera réservé à une entreprise adaptée ou à un établissement ou service d'aide par le travail conformément à l'article 36-I de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

2.2 – Décomposition en lots

Le présent marché comporte neuf lots : (Code CPV : 90911200-8)

- Lot n° 1 Bâtiments scolaires :
 - Ecole maternelle Pergaud
 - Ecole primaire Pergaud
 - Ecole maternelle Prévert
 - Ecole primaire Prévert
 - Ecole maternelle Hénensal
 - Ecole primaire Hénensal
 - Ecole de Kerafloc'h
- Lot n° 2 Bâtiments culturels :
 - Centre culturel l'Alizé
 - Médiathèque Awena
- Lot n° 3 Autres bâtiments (1^{ère} partie) :
 - Salle Jean Monnet
 - Maison de Quartier de Coataudon
- Lot n° 4 Autres bâtiments (2^{ème} partie) :
 - Mille-Club
 - Salle du Douvez
 - Salle d'activités du Douvez
 - Foyer de Kercoco
 - Ancienne bibliothèque
- Lot n° 5 Equipements sportifs :
 - Salle Charcot
 - Salle omnisports de Kéranna
 - Vestiaires foot Kéranna
 - Vestiaires foot « Stade Eric Lamour »
 - Vestiaires polyvalents de Pontanné dont extension
 - Halle polyvalente « Moulin Neuf »
 - Salle polyvalente + vestiaires foot de Kerlaurent
 - Nouveaux vestiaires de Kerlaurent

- Lot n° 6 Equipements sportifs – Complexe de Kercoco :
 - Salle « Jean Kergoat » et annexe + gradins
 - Salle n° 3
 - Vestiaires, salle de réunions, salle corporelle
 - Salle n° 2
 - Salle de sport de combat
 - Espace Europe
- Lot n° 7 ALSH Bourg
- Lot n° 8 Espace Simone Veil :
 - Maison des Jeunes
 - 56 rue de Brest
- Lot n° 9 Maison de l'Enfance

La visite sur l'ensemble des sites est ***obligatoire*** pour toutes les entreprises candidates ; elle se déroulera ***le mercredi 4 juillet 2018 pour les bâtiments scolaires*** (rendez-vous à l'école Pergaud primaire, 27 rue Saint-Thudon à 13 h 30) et le ***jeudi 5 juillet 2018 sur l'ensemble des autres sites*** (rendez-vous à l'Espace Simone Veil, 56 rue de Brest à 8 h 00).

2.3 – Compléments à apporter au CCTP

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.4 – Options - Variantes

En tout état de cause, chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (offre de base).

Les variantes ne sont pas autorisées.

Il est demandé par ailleurs de répondre à l'option suivante :

Lot 1 (Bâtiments scolaires)

- Nettoyage ponctuel des trois éléments de chauffage en hauteur de la salle de motricité à l'école maternelle Prévert

2.5 – Délai d'exécution

Un an renouvelable 2 fois, à compter du 1^{er} janvier 2019.

2.6 – Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation ainsi que des renseignements complémentaires éventuels portant sur le cahier des charges. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter de modification au dossier de consultation.

2.7 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120 jours) à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.8 – Obtention du dossier

2.8 1– Procédure de présentation par voie papier

Le dossier d'appel d'offres est à retirer à la Ville de Guipavas, Bureau des Marchés Publics, place Saint Eloi. Il est remis à chaque société qui en fait la demande écrite.

2.8 2– Procédure de présentation par voie électronique

Le dossier de consultation des entreprises peut également être téléchargé sur les sites :

<http://www.guipavas.bzh> ou <http://www.e-megalisbretagne.org/>

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par eux (articles 48 à 54 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016) :

Les déclarations ou attestations sur l'honneur

- > Déclaration du candidat (imprimés DC1 ou DC2 et DC6) dûment complétée.
- > Une adresse électronique valide et régulièrement consultée.
- > Déclaration sur l'honneur, justifiant d'avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant
- > Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- > Déclaration sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction à concourir.
- > Documents ou attestations figurant à l'article D8222-7 du code du travail.
- > Attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail.

Les références et capacité de leur entreprise :

- > Attestation d'assurance RC
- > Attestation d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil
- > Carte de qualification professionnelle souhaitée

- > **Références récentes (> 2015) sur des prestations de nature comparable**
- > Moyens en personnel et en matériel devant être mis en œuvre pour l'exécution du présent marché

L'usage des formulaires existants (déclaration du candidat DC 1, DC 2, DC 6) n'est pas obligatoire, mais facilite grandement la présentation des candidatures.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 3 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Les candidats sont invités à répondre, en ligne, via le formulaire « MPS », à compléter sur la plateforme : <https://www.e-megalisbretagne.org>

L'offre comprenant :

Un projet de marché

Un acte d'engagement (AE)

Les bordereaux de prix à compléter obligatoirement

Les tableaux « coût horaire » - Etat annuel

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification.

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES

Il sera procédé dans un premier temps, à l'examen des candidatures recevables du point de vue de la situation administrative, puis des capacités professionnelles et financières des candidats. Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 59, 60 et 62 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

L'attention est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

1. Le prix des prestations (pondération = 40 %)

Ce critère sera apprécié grâce aux Bordereaux des prix

2. La valeur technique (pondération = 60%)

Elle sera appréciée en fonction de plusieurs sous-critères, notamment :

- Moyens humains :
 - > Nombre d'heures annuelles prévues pour les prestations
 - > Composition et plannings des équipes d'intervention (effectif et qualification)
 - > Mesures prévues pour l'encadrement de ces personnels
- Moyens matériels : Il sera tenu compte de l'utilisation sur le site de matériels et produits en adéquation avec la notion de Développement Durable.
 - > Moyens en matériel (quantité et type – joindre les fiches techniques détaillées faisant apparaître la date d'acquisition et les performances du matériel)
 - > Produits proposés
 - > Principales mesures pour assurer l'hygiène et la sécurité sur les sites.

Tous ces éléments devront être énoncés par le candidat dans son mémoire technique.

Modalités du calcul de notation :

Le prix sera noté sur 8 maximum (40 % de 20), et la valeur technique sur 12 maximum (60 % de 20).

1) Le calcul de la note de prix sera le suivant :

Pourcentage attribué = $P\% \times (Y1/Y)$

P% = pourcentage attribué au critère analysé (40 %)

Y1 = offre la moins disante

Y = offre analysée

Note prix = pourcentage attribué x 20

L'offre la moins disante aura le pourcentage attribué maximum (40 %)

2) Le calcul de la note de valeur technique sera le suivant :

Le mémoire justificatif et les tableaux sont des pièces obligatoires à joindre à l'offre, l'absence de ces documents entraîne automatiquement et définitivement le rejet de l'offre. L'offre sera déclarée irrégulière et ne sera pas analysée.

Pour la notation de la valeur technique, chaque réponse aux 3 points que comporte le mémoire sera notée de la façon suivante :

- Moyens humains :
 - > Nombre annuel d'heures prévues pour les prestations (avec prise en compte du coût horaire englobant main d'œuvre, encadrement et fournitures) : *de 0 à 8 points (selon le degré de cohérence)*

- > Composition et plannings des équipes d'intervention (effectif et qualification) : 0 ou 1 point (**1 point : satisfaisant ; 0 point : insuffisant**)
- > Mesures prévues pour l'encadrement de ces personnels : 0 ou 1 point (**1 point : satisfaisant ; 0 point : insuffisant**)
- Moyens matériels : 0 à 2 points (**selon la qualité du matériel**)
 - > Moyens en matériel (quantité et type – joindre les fiches techniques détaillées : date d'acquisition et performances)
 - > Produits proposés
 - > Principales mesures pour assurer l'hygiène et la sécurité sur les sites.

Pourcentage attribué = $60 \times (Z/Z1)$

Z = nombre de points de l'offre analysée

Z1 = nombre de points de l'offre ayant eu la meilleure note

Note valeur technique = pourcentage attribué x 20

Calcul de la note finale :

L'ensemble est noté sur 20 maximum, décomposé comme suit :

Note de 8 maximum pour le prix (40 % de 20)

Note de 12 maximum pour la valeur technique (60 % de 20)

Choix du titulaire :

Le candidat désigné par la Commission d'Appel d'Offres disposera d'un délai maximum de 10 jours francs à compter de la réception du recommandé avec accusé de réception l'informant que son offre est retenue, pour fournir à la collectivité l'ensemble des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales qui lui incombent.

A défaut de la fourniture de ces certificats dans le délai indiqué ci-dessus, son offre pourra être rejetée par la collectivité sans mise en demeure. Le candidat classé second par la Commission d'Appel d'Offres pourra se voir attribuer le marché, sous réserve qu'il respecte lui-même les obligations indiquées dans le paragraphe précédent.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

5.1 – Transmission par voie papier

Les offres adressées à :

Monsieur le Maire de GUIPAVAS
Mairie – Place Saint Eloi
29490 GUIPAVAS
"MARCHE DE NETTOYAGE DES LOCAUX ET DES SURFACES VITREES DES
BATIMENTS COMMUNAUX »
« lot n° »

devront :

- soit être remises directement, contre récépissé, à la Mairie de Guipavas, bureau des Marchés Publics, **le 7 septembre 2018 12h00**, dernier délai.
- soit être envoyées par la poste à l'adresse sus-indiquée, par pli recommandé, avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites visées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus : ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Les offres seront présentées sous pli cacheté.

La date limite de réception des offres est fixée au : Vendredi 7 septembre 2018, 12h00

5.2 – Transmission par voie électronique

Les dossiers arrivés après les date et heure limites mentionnées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, pourront ne pas être examinés.

Les candidats sont autorisés à transmettre leurs candidatures et leurs offres par voie électronique (art. 43 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art 39 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016).

Elles devront alors être déposées selon les modalités dématérialisées définies ci-dessous avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document à l'adresse internet suivante : <https://www.e-megalisbretagne.org/>

Les documents constituant les réponses transmises par voie électronique pourront être signés électroniquement, conformément à la directive européenne 1999/93/CE, au décret 2001-272 du 30 mars 2001 et aux articles 1316 à 1316-4 du Code Civil.

Le certificat électronique utilisé pour ces signatures doit être reconnu par la procédure électronique et détenu par une personne ayant capacité à engager le soumissionnaire dans le cadre de la présente consultation.

Un **nouvel arrêté publié le 15 juin 2012**, applicable depuis le 1^{er} octobre 2012, vient préciser les conditions dans lesquelles la signature électronique des marchés publics dématérialisés doit s'effectuer, en terme de catégories de certificats électroniques et de formats de signature électronique.

Depuis le 18 mai 2013, seuls les certificats RGS sont acceptés. Les formats de signature électronique acceptés sont : **XAdES, PAdES, CAdES**.

Pour de plus amples renseignements sur les signatures électroniques, consulter :

- Téléprocédure : utilisation de certificats numériques
- Adresse : http://www.finances.gouv.fr/dematerialisation_icp/dematerialisation_declar.htm
- Article : les familles de certificats référencées

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Afin d'obtenir les renseignements ou précisions qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à :

MAIRIE de GUIPAVAS

Gisèle Cozien / Nicole Hamer

Téléphone : 02.98.84.75.54 / Fax : 02.98.84.80.27

ARTICLE 7 – VOIES DE RECOURS

> Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Rennes – 3 contour de la Motte - 35000 Rennes.
Tél. 02.23.21.28.28 / Télécopieur : 02.99.63.56.84

> Organe chargé des procédures de médiation :

Comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au marchés publics –
6 quai Ceineray – B.P. 33515 – 44035 Nantes.
Tél. : 02.40.08.64.33

> Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffes du Tribunal administratif de Rennes.